

Le Jour, 1952  
24 octobre 1952

## **MYOPIE ET VACHES MAIGRES**

L'attitude générale du gouvernement libanais à l'égard du capital étranger et des intérêts étrangers au Liban (ou libanais à l'étranger) peut être grosse de conséquences. C'est pour ce pays une question de vie et de mort. Nous mourrons d'anémie pernicieuse si les yeux ne s'ouvrent pas sur la réalité.

Nous sommes personnellement assez bien placé pour donner sur cette matière un avis fondé sur la technique et l'expérience ensemble. Le Liban a absolument besoin du capital étranger (et du capital libanais à l'étranger) **mais depuis quelque temps sa politique d'ensemble est contraire à cette nécessité. Ce qui ne vaut rien en ce moment c'est l'atmosphère, c'est le climat. Les faits et les impondérables sont contre nous.**

**Alors que de longs efforts et une longue patience avaient fait considérer, à bon droit, le Liban comme un lieu idéal pour l'investissement à courte ou moins courte échéance du capital étranger, les errements et les erreurs de l'année en cours, les hésitations actuelles, certains propos inconsiderés de l'autorité s'interprètent maintenant dans un sens hostile. Le résultat est une désaffection manifeste et, dans certain cas, une fuite du capital étranger et de l'épargne libanaise ensemble. Cela est proprement désastreux.**

Le Liban est sûrement le dernier pays du monde à pouvoir se livrer aux incartades et aux extravagances dont certains libanais sans horizons font une suite d'exploits.

**Si l'on veut que le Liban ruine son crédit matériel et moral, on n'a qu'à continuer d'agir comme on fait. C'est une chose sans excuse de persister dans une voie qui laissera bientôt ce pays sans équipement et sans perspectives.**

Qu'on le remarque bien ; l'argent se fait rare dans le monde, il devient plus méfiant, plus exigeant, plus cher ; et le capital étranger est sollicité de toute part. C'est vers les lieux les plus sûrs qu'il se dirige, vers les pays où les risques sont le moins grands et la politique de l'Etat le plus raisonnable, vers les métropoles où l'hôte n'est pas l'ennemi.

**Si nous nous amusons au Liban à prendre des leçons de pays fanatisés, nous irions droit à la misère publique et à la guerre sociale. Le Liban vit de ses relations innombrables et protéiformes avec l'étranger. L'étranger vient vers nous et nous allons vers lui parce que le Liban se situe humainement et géographiquement dans un des centres le plus actifs du mouvement universel.**

**Décourager le capital arabe ou européen ou américain, par une persécution inconsciente et chétive, C'EST DEMOLIR DE NOS MAINS NON POINT SEULEMENT L'ECONOMIE MAIS AUSSI LA POLITIQUE LIBANAISE. Si aujourd'hui des fonds étrangers ne venaient plus aussi abondamment au Liban et si les fonds libanais et étrangers dont vit ce pays étaient inquiétés jusqu'à s'en aller, ce serait pour les Libanais une véritable tragédie. ET LES INSTITUTIONS NE RESISTERAIENT PAS LONGTEMPS AUX FANTAISIES DE GOUVERNEMENTS SANS CLAIR VOYANCE.**

Nous espérons qu'il n'en sera pas ainsi. Nous voulons le croire. **Nous faisons confiance à la jeune équipe qui est aux leviers de commande, mais nous l'alertons à grands cris parce que ses responsabilités sont immenses et parce que le péril est aux portes. Un pays comme le Liban on ne l'équipe pas avec des théories, des phrases et des mots.**

**Il y a au Liban un malaise qui doit cesser. Une sorte d'esprit d'anarchie et de violence ébranle les positions les mieux défendues, met en question les traditions les plus respectées. Si l'on veut que le Liban s'équipe et vive, il faut se ressaisir sur l'heure ; et que l'écho de propos imprudents ou téméraires ne vienne plus troubler bêtement de gens qui, depuis des années, considèrent le Liban comme la citadelle de l'ordre, le rempart de la liberté, enfin l'abri le plus sûr.**

**Ces mois derniers des légèretés diverses ont fait des ravages. Il n'y a plus une faute à commettre. Le Gouvernement prendra d'urgence une autre voie, s'il ne veut pas, dans un monde et dans un temps où le progrès matériel a remplacé les littératures, voir ce pays reculer de vingt-cinq ans et le voir se livrer ensuite aux convoitises du voisinage.**